

Art. 10. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Bruxelles, le 20 mars 1997.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,
E. TOMAS

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 20 maart 1997.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,
E. TOMAS

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 97 — 1390

[C - 97/31243]

5 JUIN 1997. — Décret portant création

du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° le Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2° le Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

3° l'Administration : les services du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE II. — Création, structure et missions

Art. 3. Il est créé un "Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé".

Art. 4. § 1. Le Conseil consultatif est composé d'un Bureau et de quatre sections :

1° la section "Aide et soins à domicile";

2° la section "Services ambulatoires";

3° la section "Hébergement";

4° la section "Personnes handicapées".

§ 2. Le Bureau est composé du président, du vice-président et de deux membres de chaque section.

Art. 5. § 1. D'initiative ou à la demande du Collège, la section "Aide et soins à domicile" a pour mission de donner des avis sur les questions qui concernent le maintien à domicile, l'aide aux familles et aux personnes âgées, les soins palliatifs, la coordination de soins et services à domicile. Son avis est requis sur les projets de décrets et leurs arrêtés d'exécution ainsi que lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service ou un centre agréé par le Collège dans un des secteurs susmentionnés.

§ 2. D'initiative ou à la demande du Collège, la section "Services ambulatoires" a pour mission de donner des avis sur les questions qui concernent la santé mentale, la toxicomanie, le planning familial, le service social, la médecine ambulatoire. Son avis est requis sur les projets de décrets et leurs arrêtés d'exécution ainsi que lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service ou un centre agréé par le Collège dans un des secteurs susmentionnés.

§ 3. D'initiative ou à la demande du Collège, la section "Hébergement" a pour mission de donner des avis sur les questions qui concernent les structures d'accueil et/ou de soins résidentielles. Son avis est requis sur les projets de décrets et leurs arrêtés d'exécution ainsi que lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service ou un centre agréé par le Collège dans un des secteurs susmentionnés.

§ 4. D'initiative ou à la demande du Collège, la section "Personnes handicapées" a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent les personnes handicapées. Son avis est requis sur les projets de décrets et leurs arrêtés d'exécution ainsi que lorsqu'une norme prescrit l'obtention de l'avis d'un organe consultatif pour un service ou un centre agréé par le Collège dans un des secteurs susmentionnés.

§ 5. D'initiative, à la demande du Collège ou à la demande d'une section, le Bureau a pour mission de donner des avis sur toute question qui concerne plusieurs sections.

(1) *Session ordinaire 1996-1997* :

Documents de l'Assemblée. — Projet de décret : n° 37-1. — Rapport n° 37-2. — Amendements : n° 37-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : Séance du 23 mai 1997.

CHAPITRE III. — *Composition des sections*

Art. 6. Le Collège arrête, dans le respect des principes fixés par le présent décret, les règles relatives au fonctionnement et à la composition du Conseil consultatif.

Chaque section est composée de membres effectifs et de membres suppléants soit :

- 1° de représentants des pouvoirs organisateurs;
- 2° de représentants des travailleurs des secteurs;
- 3° de représentants des utilisateurs ou des publics cibles;
- 4° d'experts.

Chaque section est composée d'au moins un tiers de membres de chaque sexe.

Art. 7. Les représentants de l'administration et des membres compétents du Collège sont invités aux réunions des sections et du Bureau.

Art. 8. § 1. Les présidents, vice-présidents et les membres des sections et du Bureau sont nommés par le Collège pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

§ 2. Sur la proposition conjointe des Membres du Collège compétents en matière d'Aide aux Personnes et de la Santé pour les sections mentionnées à l'article 4, § 1er 1°, 2° et 3° et sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux Personnes pour la section mentionnée à l'article 4, § 1er, 4°, le Collège nomme les membres des sections ainsi que les présidents et vice-présidents de chaque section.

§ 3. Les propositions du Membre du Collège sont établies à partir des listes de candidatures déposées par les organisations représentatives de chaque catégorie de membres prévus à l'article 6, 1°, 2° et 3°. Chaque candidature est motivée dans un document de présentation qui précise la représentativité du candidat pour un des secteurs concernés.

§ 4. Les deux membres de chaque section qui composent avec le président et le vice-président de chaque section, le Bureau visé à l'article 4, § 2, sont élus par chacune des sections dans les deux mois de l'installation des nouveaux membres. Chaque membre des sections a le droit de déposer sa candidature pour être membre du Bureau. L'élection a lieu à bulletin secret au scrutin majoritaire des membres présents.

Sur proposition des Membres du Collège compétents en matière d'Aide aux Personnes et de la Santé, le Collège nomme le Président et le Vice-président du Bureau qui appartiennent à des sections différentes.

CHAPITRE IV. — *Mesures finales et abrogatoires*

Art. 9. Le règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991 portant création d'un Conseil consultatif bruxellois de l'Aide aux Personnes et de la Santé est abrogé.

Art. 10. Les missions consultatives dévolues au Conseil consultatif bruxellois de l'Aide aux personnes et de la Santé créé par le règlement de la Commission communautaire française du 30 avril 1991, sont désormais exercées par le Conseil consultatif.

En particulier, les missions consultatives dévolues à la section toxicomanie créée par le décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies, ainsi que celles dévolues aux commissions d'agrément prévues dans le décret de la Communauté française du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée et dans le décret de la Communauté française du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile seront désormais accomplies par le Conseil consultatif.

Art. 11. Le Collège fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles le 5 juin 1997.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française,
chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne,
ainsi que des Relations internationales

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion
et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire
et de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 1390

[C - 97/31243]

**5 JUNI 1997. — Decreet houdende oprichting
van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid (1)**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

- 1° het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° de Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid;
- 3° het Bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting, structuur en opdrachten*

Art. 3. Een "Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid" wordt opgericht.

Art. 4. § 1. De Adviesraad is samengesteld uit een Bureau en vier afdelingen :

- 1° de afdeling "Thuishulp en -verpleging";
- 2° de afdeling "Ambulante diensten";
- 3° de afdeling "Opvang";
- 4° de afdeling "Gehandicapten".

§ 2 Het Bureau bestaat uit de voorzitter, ondervoorzitter en twee leden van iedere afdeling.

Art. 5. § 1. De afdeling "Thuishulp en -verpleging" geeft op initiatief of op verzoek van het College advies over kwesties met betrekking tot het houden thuis, gezins- en bejaardenhulp, palliatieve zorg, coördinatie van thuisverpleging en -diensten. Haar advies is vereist voor ontwerpen van decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan en ook wanneer een regel voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan vereist is voor een centrum of dienst die door het College erkend is voor een van de voornoemde sectoren.

§ 2 De afdeling "Ambulante diensten" geeft op initiatief of op verzoek van het College advies over kwesties met betrekking tot de geestelijke gezondheid, verslaving, gezinsplanning, maatschappelijke dienstverlening en ambulante geneeskunde. Haar advies is vereist voor ontwerpen van decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan en ook wanneer een regel voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan vereist is voor een centrum of dienst die door het College erkend is voor een van de voornoemde sectoren.

§ 3 De afdeling "Opvang" geeft op initiatief of op verzoek van het College advies over kwesties met betrekking tot de structuren inzake opvang en/of verzorging in instellingen. Haar advies is vereist voor ontwerpen van decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan en ook wanneer een regel voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan vereist is voor een centrum of dienst die door het College erkend is voor een van de voornoemde sectoren.

§ 4 De afdeling "Gehandicapten" geeft op initiatief of op verzoek van het College advies over alle kwesties met betrekking tot gehandicapten. Haar advies is vereist voor ontwerpen van decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan en ook wanneer een regel voorschrijft dat het advies van een adviesorgaan vereist is voor een centrum of dienst die door het College erkend is voor een van de voornoemde sectoren.

§ 5 Het Bureau geeft op initiatief of op verzoek van het College of van een afdeling advies over kwesties met betrekking tot meerdere afdelingen.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling van de afdeling*

Art. 6. Met inachtneming van de beginselen die zijn vastgesteld bij dit decreet bepaalt het College de regels voor de werking en de samenstelling van de Adviesraad.

Elke afdeling bestaat uit werkende en plaatsvervangende leden, meer bepaald :

- 1° vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
- 2° vertegenwoordigers van de werknemers uit de sectoren;
- 3° vertegenwoordigers van de gebruikers of doelgroepen;
- 4° deskundigen.

Elke afdeling moet minstens voor één derde uit leden van het andere geslacht bestaan.

Art. 7. De vertegenwoordigers van het Bestuur en van de bevoegde leden van het College worden uitgenodigd op de vergaderingen van de afdelingen en het Bureau.

Art. 8. § 1. De voorzitters, ondervoorzitters en de leden van de afdelingen en van het Bureau worden door het College benoemd voor een duur van vijf jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 2. Op gezamenlijke voordracht van de Leden van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen en Gezondheid voor de afdelingen bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, 2° en 3°, en op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen voor de afdeling bedoeld in artikel 4, § 1, 4°, benoemt het College de leden van de afdelingen alsook de voorzitters en ondervoorzitters van elke afdeling.

(1) Gewone zitting 1996-1997 :

Documenten van de Vergadering. — Ontwerp van decreet : nr. 37-1. — Verslag nr. 37-2. — Amendementen : nr. 37-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming : Zitting van 23 mei 1997.

§ 3. De voordrachten van het Lid van het College gebeuren op basis van de kandidatenlijsten die zijn ingediend door de representatieve organisaties van elke ledencategorie zoals bepaald in artikel 6, 1°, 2° en 3°. Elke kandidatuur is met redenen omkleed en opgenomen in een inleidend document waarin de representativiteit van de kandidaat voor één van de betrokken sectoren nader wordt omschreven.

§ 4. De beide leden van elke afdeling, die samen met de voorzitter en ondervoorzitter van elke afdeling het Bureau zoals bedoeld in artikel 4, § 2, vormen, worden door elke afdeling gekozen binnen de twee maanden na de installering van de nieuwe leden. Elk lid van de afdeling heeft het recht zijn kandidatuur als lid van het Bureau in te dienen. De verkiezing gebeurt geheim en bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

Op voordracht van de Leden van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen en Gezondheid benoemt het College de voorzitter en ondervoorzitter van het Bureau. Zij moeten behoren tot verschillende afdelingen.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffende en slotbepalingen*

Art. 9. De verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991 houdende oprichting van een Brusselse Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid wordt opgeheven.

Art. 10. De adviesopdrachten van de Brusselse Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, opgericht bij de verordening van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1991, worden voortaan uitgeoefend door de Adviesraad.

Meer bepaald de adviesopdrachten voor de afdeling verslaving, opgericht bij decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de toelagen van de diensten die werkzaam zijn op het gebied van verslaving, alsmede de adviesopdrachten voor de erkenningscommissies zoals voorzien in het decreet van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en subsidiëring van de verenigingen voor geïntegreerde gezondheid en in het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor coördinatie van thuisverpleging en -diensten, zullen voortaan door de Adviesraad worden vervuld.

Art. 11. Het College stelt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 juni 1997.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
belast met Begroting, de Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest,
alsook met de Internationale Betrekkingen

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Cultuur, Sport en Toerisme

E. ANDRE,

Lid van het College belast met de Beroepsopleiding en de Permanente Opleiding van de Middenklasse

E. TOMAS,

Lid van het College belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs,
Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[S - C - 97/22427]

Institut national d'assurance maladie-invalidité. — Commission technique comptable et statistique. — Désignation des fonctionnaires, désignés par le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions

Par arrêté ministériel du 28 mai 1997, qui produit ses effets le 2 janvier 1996, Mme Meurs, A. et Mme Tailfer, M., sont désignées au titre de fonctionnaires de l'Etat auprès de la Commission technique comptable et statistique instituée auprès de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Par le même arrêté MM. Langendries, Ch. et Vandenplas, J., sont désignés au titre de fonctionnaires de l'Office de Contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités auprès de la Commission technique précitée.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[S - C - 97/22427]

Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. — Technische boekhoudkundige en statistische commissie. — Aanwijzing van de ambtenaren, aangewezen door de Minister die de Sociale Zaken onder zijn bevoegdheid heeft

Bij ministerieel besluit van 28 mei 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 2 januari 1996, worden Mevr. Meurs, A. en Mevr. Tailfer, M., aangewezen als rijksambtenaren bij de Technische boekhoudkundige en statistische commissie ingesteld bij het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Bij hetzelfde besluit worden de heren Langendries, Ch. en Vandenplas, J., aangewezen als ambtenaren van de Controledienst van de ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen bij vorenbedoelde Technische commissie.